

PARLEMENT DE WALLONIE

COMMISSION DE L'ECONOMIE ET DE L'INNOVATION

CONVOCATION

Date :	mardi 4 octobre 2016	Heure :	9h15 et 14h
Lieu :	Parlement de Wallonie, Bâtiment Saint-Gilles, rue Notre Dame à Namur - Salle 3		

INTERPELLATIONS ET QUESTIONS ORALES

Economie

1. 1 interpellation

de Monsieur Stéphane HAZEE
à Monsieur Jean-Claude MARCOURT, Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique sur les évolutions autour d'Ethias

1- 2 question orale

de Monsieur Pierre-Yves JEHOLET
à Monsieur Jean-Claude MARCOURT, Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique sur le plan de redressement financier d'Ethias

2 question orale

de Madame Isabelle STOMMEN
à Monsieur Jean-Claude MARCOURT, Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique sur le projet d'Engie à Coo

3 question orale

de Monsieur Olivier DESTREBECQ
à Monsieur Jean-Claude MARCOURT, Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique sur le soutien apporté aux travailleurs victimes de licenciements collectifs

4 question orale

de Madame Marie-Dominique SIMONET
à Monsieur Jean-Claude MARCOURT, Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique sur la survie de l'entreprise " General Electric Healthcare " à Loncin

5 question orale

de Madame Marie-Dominique SIMONET
à Monsieur Jean-Claude MARCOURT, Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique sur les suites de la mise en place d'un Conseil de l'Industrie

6- 1 question orale

de Madame Anne LAMBELIN
à Monsieur Jean-Claude MARCOURT, Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique sur la fermeture annoncée de l'entreprise "Doosan" à Waterloo

6- 2 question orale

de Madame Valérie DE BUE

à Monsieur Jean-Claude MARCOURT, Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique sur la fermeture de l'entreprise "Doosan" à Waterloo

6- 3 question orale

de Monsieur Jean-Marc DUPONT
à Monsieur Jean-Claude MARCOURT, Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique sur l'approche juridique développée par les travailleurs de "Doosan" pour sauver des emplois à Waterloo

7 question orale

de Madame Anne LAMBELIN
à Monsieur Jean-Claude MARCOURT, Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique sur la restructuration annoncée de C.P. Bourg à Ottignies

8- 1 question orale

de Madame Véronique SALVI
à Monsieur Jean-Claude MARCOURT, Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique sur Caterpillar et les zones franches en Wallonie

8- 2 question orale

de Monsieur Frédéric GILLOT
à Monsieur Jean-Claude MARCOURT, Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique sur Caterpillar

8- 3 question orale

de Monsieur François DESOIRS
à Monsieur Paul MAGNETTE, Ministre-Président du Gouvernement wallon sur l'implication des acteurs de la région du Centre dans les discussions sur l'avenir de Caterpillar

8- 4 question orale

de Madame Véronique SALVI
à Monsieur Jean-Claude MARCOURT, Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique sur la reconversion du site de Caterpillar

8- 5 question orale

de Monsieur Philippe HENRY
à Monsieur Paul MAGNETTE, Ministre-Président du Gouvernement wallon sur le dossier de Caterpillar

9- 1 question orale

de Monsieur Philippe HENRY
à Monsieur Jean-Claude MARCOURT, Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique sur la politique du Gouvernement wallon concernant la vente de Brussels Airlines

9- 2 question orale

de Monsieur Jean-Luc CRUCKE
à Monsieur Jean-Claude MARCOURT, Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique sur le rachat de Brussels Airlines

10 question orale

de Monsieur Pierre-Yves JEHOLET
à Monsieur Jean-Claude MARCOURT, Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique sur le soutien à la création d'emploi

11 question orale

de Monsieur Jean-Luc CRUCKE
à Monsieur Jean-Claude MARCOURT, Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique sur les mesures d'accompagnement des secteurs impactés par la taxe kilométrique

12 question orale

de Madame Valérie WARZEE-CAVERENNE
à Monsieur Jean-Claude MARCOURT, Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique sur l'étude de l'OCDE et du Bureau du Plan sur la création d'emplois

Commerce extérieur

13 question orale

de Monsieur Pierre-Yves JEHOLET
à Monsieur Jean-Claude MARCOURT, Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique sur le futur de l'AWEx du point de vue organisationnel

Technologies nouvelles

14 question orale

de Madame Magali DOCK
à Monsieur Jean-Claude MARCOURT, Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique sur la mise en place de bornes wifi dans les villes et communes wallonnes

15- 1 question orale

de Madame Marie-Dominique SIMONET
à Monsieur Jean-Claude MARCOURT, Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique sur l'équipement numérique des écoles en Wallonie

15- 2 question orale

de Monsieur Philippe HENRY
à Monsieur Jean-Claude MARCOURT, Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique sur le numérique dans les écoles wallonnes

15- 3 question orale

de Monsieur Pierre-Yves JEHOLET
à Monsieur Jean-Claude MARCOURT, Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique sur le numérique dans les écoles

16 question orale

de Madame Marie-Dominique SIMONET
à Monsieur Jean-Claude MARCOURT, Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique sur le projet de plateforme wallonne de support à l'e-commerce

17 question orale

de Madame Magali DOCK
à Monsieur Jean-Claude MARCOURT, Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique sur le développement du secteur wallon des EdTech

18- 1 question orale

de Monsieur Pierre-Yves DERMAGNE
à Monsieur Jean-Claude MARCOURT, Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique sur les progrès de l'accessibilité à Internet en zone rurale

18- 2 question orale

de Madame Jenny BALTUS-MORES
à Monsieur Jean-Claude MARCOURT, Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique sur le haut débit en Région wallonne

19 question orale

de Madame Isabelle STOMMEN
à Monsieur Jean-Claude MARCOURT, Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique sur le bilan du projet "commerce connecté"

Pierre-Yves JEHOLET, sur le plan de redressement financier d'Ethias

Les paramètres financiers d'Ethias sont alarmants, et le départ récent du Directeur général laisse apparaître des divergences de vue importantes quant à l'avenir de l'entreprise.

En tant qu'actionnaire pour un quart du groupe, la Région ne peut faire l'économie d'une vision pour cette importante entreprise basée à Liège.

Premièrement, la situation financière d'Ethias serait telle qu'elle aurait échoué à passer le cap des stress tests du gendarme européen des assureurs, l'EIOPA. Confirmez-vous cela ? Quelles sont les conséquences d'un tel constat en termes de mesures de correction à adopter ?

Deuxièmement, la BNB a sommé le groupe de lui présenter un plan de redressement financier à brève échéance, c'est-à-dire avant décembre. Une réunion intermédiaire était cependant prévue fin septembre. Pouvez-vous détailler les mesures préconisées par la Région dans le cadre de ce plan, notamment en détaillant les options privilégiées par la Région ?

Dans le cas où la situation d'Ethias ne soit pas satisfaisante aux yeux des régulateurs, un scénario alternatif au stand alone est-il envisagé ?

Troisièmement, l'impact de ce climat tendu sur la participation majoritaire d'Ethias en NRB m'inquiète particulièrement. Disposez-vous d'informations à cet égard ? Une évolution de la participation (valeur dans les comptes, opération de vente, ...) est-elle prévue ?

Olivier Destrebecq sur le soutien apporté aux travailleurs victimes de licenciements collectifs

La mobilisation en faveur des travailleurs est extrêmement importante et émane de toutes les forces vives politiques.

Face à un tel drame, on ne pourra que se réjouir de la solidarité et du consensus qui règne.

J'ai d'ailleurs noté avec intérêt votre lobbying auprès des banques afin de solliciter le rééchelonnement des prêts hypothécaires des travailleurs licenciés.

Il va sans dire que si cette piste se concrétise, cela soulagera grandement les travailleurs concernés.

Je souhaiterais savoir s'il s'agit d'une démarche réalisée systématiquement par le Gouvernement wallon en cas de licenciement collectif ?

Si tel n'est pas le cas, celle-ci pourrait-elle être systématisée ?

Un dialogue avec les principales banques sera-t-il noué en vue d'évaluer la possibilité de mettre en place ce mécanisme ?

Valérie DE BUE, sur la fermeture de Doosan à Waterloo

Au mois de mai dernier, vous répondiez à une question urgente sur la société Doosan qui annonçait la fermeture, plus que probable, du site de Doosan à Waterloo. Le site brabançon assure la coordination des activités et apporte le soutien nécessaire aux autres entreprises et usines situées en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique.

Depuis le mois de mai, sans le moindre jour de grève, le personnel de Doosan Waterloo continue à se rendre tous les jours au travail. Mais pas sans se défendre puisqu'ils sont plongés dans les premières étapes de la procédure Renault. Malgré plusieurs actions, aucune solution n'a été trouvée avec l'entreprise.

Pour un avocat, Doosan viole la directive européenne relative aux transferts d'entreprises car on ne peut pas licencier en raison d'un transfert d'entreprise. Cette directive doit garantir aux travailleurs leurs conditions de salaire et de travail en cas de transfert entre deux entités juridiques.

Ce cas pourrait bien faire jurisprudence dans le domaine car cela semble n'avoir jamais été utilisé durant un litige.

Pourriez-vous nous dire où nous en sommes dans le dossier? Cette jurisprudence ou en tout cas l'invocation de cette directive pourrait-elle être utilisée pour Caterpillar? Avez-vous pris des contacts juridiques afin d'en savoir plus sur le sujet?

Jean-Luc Crucke, sur « Brussels Airlines »

En mars 2016, je questionnais le Ministre sur l'intérêt de la Wallonie de sortir du capital de la SN Brussels Airlines. Sans qu'il ne conteste l'opportunité de s'exécuter, le Ministre attirait néanmoins mon attention sur la difficulté du dossier.

Aujourd'hui, il apparaît que le groupe Lufthansa va faire main basse sur la SN Brussels Airlines pour une croûte de pain et que les actionnaires belges dont la Wallonie n'auront que les larmes pour se consoler

Le Ministre confirme-t-il les faits ? Peut-il faire le point sur le dossier ?

Quelle est la perte que risque d'encourir la Wallonie ?

Des instructions avaient-elles été données aux administrateurs belges de la SN Air Holding quant à la volonté wallonne d'être remboursée et de se retirer ? Quand et à qui ? Quel fut le retour ?

Comment la Wallonie s'est-elle positionnée dans le débat qui aurait permis de rembourser à l'actionnaire allemand un crédit de 45 millions d'euros et d'éviter qu'il ne soit aujourd'hui en position de force ?

Des responsabilités doivent-elles être dégagées ? Lesquelles ?

Pierre-Yves JEHOLET, sur le soutien à la création d'emploi

Votre collègue la Ministre Tillieux annonçait en juillet 2016 la réforme du décret du 27 octobre 2011 relatif au soutien à la création d'emploi en favorisant les transitions professionnelles vers le statut d'indépendant à titre principal.

Le nouveau plan wallon « Airbag 2.0 » est passé en 1^{ère} lecture au Gouvernement le 30 juin.

La différence annoncée avec le Plan Airbag de l'ancien Ministre de l'emploi, le Ministre Antoine, est que le dispositif ne bénéficiera plus qu'aux demandeurs d'emploi, les indépendants à titre complémentaire, première cible visée par le décret de 2011, étant désormais exclus du champ d'application du nouveau texte en chantier, et ce, suite à un arrêt de la Cour constitutionnel.

Concernant ce public d'indépendants complémentaires, la patate chaude vous est lancée, Airbag relevant dorénavant exclusivement de la politique de l'emploi, et non de l'expansion économique. Il vous revient dès lors d'assurer le soutien initialement prévu par le décret Airbag de 2011.

- Allez-vous effectivement assurer cette mission de soutien aux indépendants complémentaires ?
- Y aura-t-il un transfert budgétaire du budget de la Ministre de l'emploi vers le vôtre afin de continuer à assurer l'aide aux indépendants à titre complémentaire ?
- Des discussions sont-elles en court entre vous pour maintenir ce soutien via un nouveau dispositif ?
- Quel sera le budget prévisionnel pour ce soutien ?
- Quelles seront les conditions d'accès pour le public cible ?

Pierre-Yves JEHOLET, sur le futur de l'AWEx du point de vue organisationnel

Je me permets de revenir vers vous suite à ma question d'actualité du 21 septembre dernier lors de laquelle je vous demandais davantage d'informations sur l'organisation de l'AWEx en Belgique.

Pouvez-vous nous développer votre vision pour cette Agence ? Confirmez-vous un déménagement du siège de l'Agence vers Liège (à la fois de la branche commerce extérieur et de la branche investissements étrangers) ?

Vous avez évoqué l'AEI lors de votre réponse. Comment voyez-vous les interactions entre ces organismes ?

Enfin, pensez-vous faire évoluer l'AWEx vers plus d'autonomie à l'image de la SOWALFIN, de la SRIW ou encore de la SOGEPA parallèlement à l'intégration dans un bâtiment commun à Liège ?

Magali Dock, sur la mise en place de bornes Wi-Fi dans les villes et communes wallonnes

La mairie de New-York, en collaboration avec une filiale de Google, a mis en place, depuis quelques mois, près de 200 bornes Wi-Fi dans Manhattan avec l'objectif d'en installer bientôt 3000 dans tout New-York. Ces bornes permettent de recharger les smartphones, d'avoir un Wi-Fi de haute qualité dans un rayon d'une trentaine de mètres, possède un écran tactile pour pouvoir aller sur Internet et permet d'avoir accès à Google Maps pour mieux se repérer dans la ville. Enfin des caméras situées sur celles-ci permettent de voir tout ce qui se passe en ville permettant une meilleure anticipation de certains dangers (ex : évaluation du niveau sonore, fuite de gaz,...).

Les échos sont globalement positifs quant à leur utilisation même si la problématique des données personnelles et de la surveillance généralisée est évoquée. Néanmoins, ces bornes ne créent pas de nouveaux problèmes à ce niveau-là, elles renforcent juste un peu les dispositifs déjà existants.

Monsieur le Ministre, que pensez-vous de ces bornes Wi-Fi ? L'installation de certaines d'entre elles dans plusieurs endroits en Wallonie est-elle programmée, ou du moins réfléchi ? Quels seraient ces endroits ? Remplaceront-elles aussi les dernières cabines téléphoniques physiquement présentes sur notre territoire ? Ces bornes seront-elles rentabilisées via des supports publicitaires ?

Pierre-Yves JEHOLET, sur le numérique dans les écoles

Nous avons déjà eu l'occasion à plusieurs reprises de parler du numérique et de votre plan Digital Wallonia.

Avec cette question, je voudrais quelque peu me pencher sur le numérique dans les écoles.

Vous avez déjà affirmé vous substituer à la Communauté française (ou FWB) dans cette matière. Vous pouvez le confirmer aujourd'hui, j'imagine, même si la Ministre de l'Education affirme que non ?

Sur le site DigitalWallonia.be, l'on voit que « la rentrée 2016 sera numérique ».

Monsieur le Ministre, quand on voit les divers plans et appels à projets lancés depuis 1999 et les résultats obtenus, comparés à la Flandre, c'est assez décevant : Cyberécole en 1999, Cyberclasse en 2005, appels à projets « écoles numériques » en 2011, 2013 et 2015 (pour équiper 300 établissements depuis 2011). Quelques chiffres : 8,5 ordinateurs pour 100 enfants en Wallonie, quand il y en a 25 en Flandre. 27% des écoles ont au moins un tableau digital, quand 78% des écoles flamandes en sont équipées. 55% des écoles wallonnes ont une connexion WiFi quand elles sont 75,5% en Flandre...

Ma question est simple : quelle est l'ambition du Gouvernement en la matière ? Vous dites avoir comme priorité le numérique. Dans les faits, comment cela se traduit-il au niveau des écoles ? Quelles garanties pouvez-vous nous donner pour que les annonces faites puissent se concrétiser ? Récemment, vous annonciez vouloir soutenir 500 projets par an. Comment tenir le rythme si 4 ans ont été nécessaires au soutien de 300 projets ?

Magali Dock, sur le développement du secteur wallon des EdTech

Les EdTech représentent un marché conséquent, vaste et en pleine croissance. Celles-ci peuvent servir à améliorer l'apprentissage de nos citoyens, de nos enfants en passant par nos seniors en formation. Or, l'on constate en France que le secteur des EdTech est sous-capitalisé et par conséquent le développement du secteur en est brimé. Le risque principal pour nos start-up est que ce marché soit vampirisé par les EdTech américaines avec le même procédé qui les a vus asseoir leur domination sur les plates-formes d'e-commerce et de musique. La visibilité internationale est tout aussi essentielle mais l'on constate que seulement deux start-ups wallonnes ont participé aux derniers Global EdTech Startup Awards là où le Chili en envoie une cinquantaine par année.

Monsieur le Ministre, où en-est le développement des EdTech en Wallonie ? Comment celui-ci est dirigé ? Y a-t-il un sous-investissement dans nos EdTech comme en France ? Comment sera renforcée leur visibilité à l'international ? La Francophonie ne constituerait-elle pas un tremplin sur lequel nous devrions nous appuyer ?

Jenny Baltus-Möres, sur le haut débit en Région wallonne

Il y a un peu plus de trois ans, le Gouvernement de la Région wallonne annonçait les 6 villes reprises dans le programme « Digital cities ». Le budget qui permettait d'installer dans ces villes une infrastructure Wifi de qualité s'élevait à 3,1 millions d'euros. Hors, il apparaît qu'une de ces villes ne se soit pas encore équipée et le projet semble une fois de plus reporté. Je le regrette surtout vis-à-vis des budgets alloués.

Si on peut se réjouir des avancées technologiques permettant l'accessibilité à l'internet dans les grandes villes wallonnes, je déplore par ailleurs le manque de volonté de la part du Gouvernement d'imaginer ce type d'accessibilité dans les villages wallons. Ceux-ci attirent pourtant un grand nombre de visiteurs étrangers.

Monsieur le Ministre, pouvez-vous dès lors m'indiquer où en sont vos contacts avec l'ensemble des opérateurs qui visent à accélérer le déploiement du Très Haut Débit ? Pouvez-vous me garantir que, cette fois-ci, les zones rurales seront également concernées ?